

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Siège :

Office Française de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances

Service Commande Publique
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3ème étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION :

2024-MAPA33

**Suivi cartographique des herbiers de zostère naine et analyse des données
sur les sites de test des mouillages de moindre impact dans le Parc naturel
marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis**

ACCORD-CADRE A PROCÉDURE ADAPTEE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique (CCP)
du 1^{er} avril 2019

(Articles L2123-1, ainsi que R2123-1, R2123-4, R2131-12 et R2121-8)

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.2	PROCEDURE DE PASSATION ET ALLOTISSEMENT	3
1.2.1	<i>Procédure et forme</i>	3
1.2.2	<i>Allotissement</i>	3
1.3	MONTANT DU MARCHÉ.....	4
1.4	DURÉE DU MARCHÉ	4
1.5	LIEU D'EXECUTION	4
2	PIECES CONTRACTUELLES	4
3	PRIX	4
3.1	NATURE DES PRIX	4
3.2	REVISION	4
3.2.1	<i>Modalités de révision</i>	4
3.2.2	<i>Clause de sauvegarde</i>	5
3.3	INDISPONIBILITE DE L'INDICE.....	5
3.4	CONTENU DES PRIX	5
4	MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES.....	5
4.1	AVANCE.....	5
4.2	ACOMPTÉ.....	5
4.3	MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES	6
4.4	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	7
4.5	RETENUE DE GARANTIE.....	7
5	OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	7
5.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
5.1.1	<i>Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais</i>	7
5.1.2	<i>Obligation d'information et de conseil</i>	7
5.2	OBLIGATIONS DE L'OFB.....	7
6	CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	8
6.1	PROPRIETE INTELLECTUELLE	8
7	PENALITES	8
8	RESILIATION.....	9
9	PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	9
10	EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
11	ASSURANCES	9
12	DIFFERENDS.....	10
13	DEROGATION AU CCAG-PI.....	10

L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

L'Office français de la biodiversité (OFB) est un établissement public dédié à la sauvegarde de la biodiversité. Il est chargé de la protection et la restauration de la biodiversité, en métropole et dans les Outre-mer.

Créé au 1er janvier 2020 par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019, l'Office français de la biodiversité est sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques et du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt. Olivier Thibault en est le directeur général.

L'OFB est au cœur de l'action pour la préservation du vivant dans les milieux aquatiques, terrestres et marins. Il joue un rôle essentiel pour lutter contre l'érosion de la biodiversité face aux pressions comme la destruction et la fragmentation des milieux naturels, les diverses pollutions, la surexploitation des ressources naturelles, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes ou encore les conséquences des dérèglements climatiques.

Cet établissement public travaille chaque jour en mobilisant un ensemble d'acteurs, de décideurs et de citoyens autour de la biodiversité : État, collectivités territoriales, associations, entreprises, scientifiques, agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, pratiquants des sports de nature... Un rôle de levier indispensable à la réduction des pressions exercées sur la faune, la flore et leurs habitats.

1 OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet le suivi cartographique des herbiers de zostère naine et analyse des données sur les sites de test des mouillages de moindre impact dans le Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

⇒ 71241000-9 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

1.2 Procédure de passation et allotissement

1.2.1 Procédure et forme

La présente consultation prend la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2131-12 du CCP¹.

Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du CCP, la consultation porte sur un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Chaque bon de commande aura une validité de deux mois à compter de sa notification au titulaire et peut être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Il est conclu avec un seul opérateur économique.

1.2.2 Allotissement

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :

¹ CCP = Code de la commande publique du 1er avril 2019

- Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du CCP, compte tenu que la dévolution en lots séparés est de nature d'une part à restreindre la concurrence.
- D'autre part, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché.

1.3 Montant du marché

Le montant maximum alloué à cette prestation est de 84 000,00 € HT pendant toute la durée du marché.

1.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de cinquante et un (51) mois et prendra effet à compter de sa notification.

1.5 Lieu d'exécution

Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis

2 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires – BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- l'offre technique du titulaire ;

Le CCAG-PI est téléchargeable sur le site du MINEFI :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-PI.

3 PRIX

3.1 Nature des prix

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché.

À partir de la deuxième année, les prix deviennent révisibles annuellement, conformément à l'article R2112-8 du CCP.

3.2 Révision

3.2.1 Modalités de révision

La révision intervient à chaque date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (S_n / S_o)$$

où :

P_n : prix révisé,

P_o : prix initial figurant dans l'acte d'engagement (ou prix révisé lors de la dernière révision),

S_n : valeur de l'indice Syntec publié le mois précédant la date de révision,

So : valeur de l'indice Syntec publié le mois de remise des offres (ou dernière révision).

Le titulaire s'engage à notifier à l'administration contractante, par courriel en s'assurant de sa bonne réception (marches.publics@ofb.gouv.fr) :

- **Le Bordereau des Prix Unitaires révisés en y indiquant en titre « BPU REVISE ANNEE 20AA »**
- **une note justifiant l'augmentation des prix.**

Ses nouveaux tarifs seront envoyés au moins 30 jours avant la date prévue pour la révision.

Il se fait à la baisse comme à la hausse.

3.2.2 Clause de sauvegarde

Si l'évolution annuelle est supérieure à 3%, l'OFB se réserve le droit de résilier le l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans les conditions prévues à l'article 8 du présent document.

3.3 Indisponibilité de l'indice

En cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'indice Syntec, un indice de substitution sera proposé d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, conformément aux principes du Code de la commande publique.

3.4 Contenu des prix

Les prix renseignés dans le BPU sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

4 MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

4.1 Avance

Compte tenu des caractéristiques de cet accord-cadre (montant et durée), aucune avance ne sera allouée.

4.2 Acompte

Conformément à l'article R2191-20 du CCP, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Conformément à l'article R2191-21 du CCP, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 12.3 du CCAG/PI. Cette demande devra être remise dans

les conditions indiquée à l'article 4.4 du présent document après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

4.3 Modalités d'établissement des factures

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- la référence du marché : **2024-MAPA33** ;
- l'objet du marché ;
- n° du Bon de commande ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° ou UO) ;
- Prix unitaires HT ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Prix unitaires TTC ;
- le montant HT à payer ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)² à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture :
130 025 919 00015 ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/2025/XXXXXXXXX.

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site

² Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

4.4 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le/la Directeur/rice des Finances est seul.e habilité.e pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
A l'attention de la Direction des Finances
5/7 square Félix Nadar - « Le Nadar » Hall C - 3ème étage
94300 VINCENNES

4.5 Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

5 OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

5.1 Obligations du titulaire

5.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans les bons de commande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

5.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

5.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.
- Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

6 CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application, ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret, y compris le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre des bons de commandes issus du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, telles que la mise en place de dispositifs de sécurité appropriés pour le traitement des données sensibles.

Aucune information concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage, sans l'accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret. Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite, et se conforme aux dispositions légales en matière de protection des données personnelles.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL et qu'il a mis en place des mesures de conformité.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure, et ce, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du Code civil.

6.1 Propriété intellectuelle

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI, relatives à l'utilisation et à la gestion des résultats obtenus dans le cadre du présent marché, sont applicables. Le titulaire du marché cède à l'acheteur, dans la mesure où ils sont générés dans le cadre de l'exécution des prestations, tous les droits d'utilisation des données, rapports, analyses, cartes et autres documents produits dans le cadre du suivi cartographique des herbiers de zostère naine et de l'analyse des sites de test des mouillages de moindre impact. Cette cession inclut le droit de reproduire, modifier et diffuser ces résultats à des fins scientifiques, techniques ou administratives, sans restriction.

7 PENALITES

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est

plafonné à 20 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

8 RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

9 PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra fournir, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme, les pièces suivantes :

1. Le cas échéant, les documents prévus aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
2. Une attestation, datant de moins de six (6) mois, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale, confirmant la fourniture des déclarations sociales et le paiement des cotisations et contributions, conformément à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale ;
3. La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'obligation d'autorisation de travail en vertu de l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste doit indiquer, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre autorisant le travail.

10 EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit :

- Contracter les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur et les tiers, notamment en cas d'accidents ou de dommages résultant de l'exécution des prestations.
- Justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant toute exécution des prestations, qu'il est couvert par un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile en vertu des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi que sa responsabilité professionnelle en cas de dommages causés par l'exécution du marché.

À cet effet, le titulaire doit fournir une attestation de son assureur confirmant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police d'assurance couvre les risques liés à l'exécution du marché, notamment les conséquences pécuniaires des dommages corporels ou matériels.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire doit pouvoir produire cette attestation sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de la demande.

12 DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (*articles R2197-1 à R2197-12 et D2197-13 à D2197-22 du CCP*)³ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R2197-23 et R2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite :

<http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

13 DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG-PI
7 - Pénalités	14.1.2 et 14.1.3

³ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.